

Entretien avec M. Jacques-René Rabier  
à Paris le 1 octobre 1981 (Antoine Marès)

A.M. Ma première question portera sur les impressions que vous avez retirées de votre premier contact avec Jean Monnet...

J.R. J'ai rencontré Monnet pour la première fois en décembre 1945. J'étais à l'époque jeune chargé de mission au ministère de l'Education nationale et j'avais lu dans le Monde que le commissariat au Plan venait d'être constitué. Cela m'intéressait et je me suis présenté, en prenant contact avec Robert Marjolin que je ne connaissais pas personnellement, mais qui était très lié avec quelqu'un qui fut mon maître à la Faculté de Paris, François Perroux. Je lui ai téléphoné en me recommandant de l'amitié que me portait François Perroux. Il m'a reçu quelques jours après dans son bureau de la rue de Martignac. Et, au cours de l'entretien, Monnet est apparu, comme il avait accoutumée de le faire, pour voir ses collaborateurs, pour leur demander quelque chose - et non pas pour les contrôler-.

C'était un homme - nous aurons l'occasion d'y revenir - qui aimait bien prendre des contacts personnels et ne pas s'en remettre à d'autres quand il le pouvait. Il est intervenu parce qu'il avait quelque chose à demander à Marjolin et je me suis présenté. Il m'a salué. J'ai expliqué à Marjolin que j'étais intéressé à travailler au Plan. Il m'a écouté et il m'a remercié en me disant: "Très bien; si on a besoin de vous, on fera appel à vous". Et je suis reparti, à la fois content d'avoir vu ces hautes personnalités et pensant qu'il y avait quelques dizaines ou centaines de demandes de ce genre, que cet entretien n'aurait aucune suite.

Quelques six mois après, dans le courant de l'année 1946, je reçois un coup de téléphone du commissariat au Plan me signalant que M. Monnet voulait me voir.

J'étais très surpris parce qu'il n'y avait eu aucune réaction entre temps. Je me suis présenté à nouveau au Plan et Monnet m'a reçu, directement, en faisant référence à l'entretien très rapide que j'avais eu quelques mois auparavant avec Marjolin et en me disant: "Nous avons noté votre candidature. Si vous voulez, on vous engage".

- Mais quand?

- Tout de suite; demain si vous voulez!

Alors je lui ai expliqué que je travaillais à ce moment-là pour l'Economie nationale, plus précisément pour le centre d'Information économique que dirigeait Dieterlin, et qu'il fallait tout de même

que je prévienne mon patron avant de me dégager. Mais Monnet avait besoin de moi et il se souvenait, certainement parmi bien d'autres candidatures, de m'avoir entr'aperçu. Il voulait que j'entre tout de suite - j'allais dire "à son service", mais le mot est un peu ambigu en français - pour travailler à une cause commune.

Voilà comment, quelques jours après, je suis entré au commissariat au Plan comme jeune chargé de mission affecté au service économique que dirigeait Jean Vergeot. C'est mon premier contact avec Jean Monnet.

Du jour au lendemain, j'ai été mis à des tâches d'analyse et de rédaction de ce qui allait devenir le rapport du commissariat au Plan. Et particulièrement à la rédaction d'une page de synthèse à laquelle Monnet attachait une très grande importance: c'était - je crois - la page 33 du rapport général. Car Monnet ne voulait

lâcher un document au Parlement, au gouvernement et dans le public que lorsqu'il était certain qu'en un point quelconque du document, on pouvait trouver, sous une forme simple, l'essentiel de la signification dudit document.

C'est ainsi que le jeune rédacteur que j'étais a été chargé immédiatement de participer à la rédaction du rapport général.

A.M. Vous étiez sous les ordres de M. Vergeot et vous travailliez en collaboration avec Jean Ripert et Van Helmont?

J.R. Van Helmont est entré en même temps que moi, à quelques jours près. Jean Ripert est entré ultérieurement, vers 1947. Je travaillais effectivement avec Jean Vergeot, aujourd'hui disparu, à des tâches d'analyse et de rédaction des résultats des études socio-économiques de ce qui allait devenir le premier plan Monnet.

Je suis resté dans cette fonction de chargé de mission-rédacteur jusqu'aux élections législatives qui ont immédiatement suivi; là se situe un épisode qui correspond bien aux méthodes que Monnet avait utilisé à mon égard et à l'égard de beaucoup d'autres au cours de premiers entretiens.

Pendant mon travail auprès de Vergeot, j'avais eu l'occasion de revoir Monnet à plusieurs reprises, car c'était un homme qui aimait voir la personne qui était en charge d'un travail et qui ne se fiait pas uniquement à la hiérarchie - d'ailleurs très courte au commissariat au Plan - pour savoir ce que les gens pensaient de leur travail, les questions qu'ils pouvaient soulever et les critiques qu'ils avaient à formuler. De ce point de vue, il était aux antipodes

de ce que peut être le comportement dans une administration centralisée où les dossiers circulent depuis le rédacteur jusqu'au directeur général ou au ministre, puis en sens inverse.

Lorsque les élections législatives ont été annoncées, Monnet m'a appelé vers dix-huit heures; je pensais qu'il voulait me parler du rapport général.

- Mon petit Rabier, j'ai quelque chose à vous demander. Mon chef de Cabinet, Félix Gaillard, va se présenter aux élections en Charente; il part demain et il a toute chance d'être élu. Voulez-vous prendre la direction de mon Cabinet?

J'ai réagi avec une certaine émotion et une certaine inquiétude:  
 - Cela m'intéresse beaucoup, mais pensez-vous que je ferai l'affaire?  
 - Si je vous le demande, c'est que je pense que vous ferez l'affaire. Et si vous ne faites pas l'affaire, je vous le dirai! Venez demain! D'ailleurs Gaillard part en Charente...

Inutile de vous dire que la passation des consignes a été extrêmement courte puisque la secrétaire de Gaillard partait aussi avec lui pour la campagne électorale, en congé. Et j'ai dû prendre du jour au lendemain - au sens précis de cette expression - la direction du Cabinet de Monnet.

La direction du Cabinet de Monnet n'était pas une tâche toujours facile à remplir. Non pas que Monnet ne fît pas confiance à ses collaborateurs. Il leur faisait la plus extrême confiance. Une des premières choses qu'il m'a dites:

- Vous entrez chez moi quand vous voulez. Si je ne peux pas vous voir, je vous le dirai. Vous ouvrez tout mon courrier. Il n'y a absolument aucun secret. Je compte sur votre discrétion.

Cela allait de soi. Mais en même temps, qu'il faisait une extrême confiance à ses collaborateurs, il était très exigeant quant aux horaires. Il fallait être là, bien sûr, avant qu'il n'arrive le matin parce qu'il téléphonait de sa campagne à Houjarray. Il fallait être là à l'heure du déjeuner parce qu'il avait généralement quelqu'un à voir et qu'il avait besoin de vous. Et il fallait être là le soir, non seulement jusqu'à ce qu'il s'en aille - et c'était parfois à huit ou neuf heures -, mais ensuite pour préparer la journée du lendemain puisqu'il allait téléphoner vers neuf heures ou neuf heures trente.

De plus, il était extrêmement exigeant dans les détails du travail. Monnet ne se contentait jamais de donner une instruction. D'ailleurs, si cette instruction était compréhensible dans son principe, dans sa signification, elle n'était pas toujours claire quant à l'application. C'est là que ses collaborateurs disposaient d'une certaine marge. Mais cette marge n'était pas un chèque en blanc.

Quand Monnet vous avait chargé de préparer un dossier, une note, une lettre, il n'avait de cesse non seulement d'avoir lu et signé le document ou la lettre, mais d'avoir l'assurance que la lettre, par exemple, était partie et même d'avoir la confirmation qu'elle était arrivée à son destinataire.

Monnet était donc un homme extrêmement exigeant dans le détail et extrêmement confiant dans ses collaborateurs.

A.M. Quelle a été la nature de vos rapports avec Jean Monnet quand vous avez été en charge de son Cabinet?

J.R. J'étais associé avec d'autres collaborateurs à ces innombrables et longues discussions que Monnet avait avec nous. Monnet était un homme qui pensait beaucoup seul. Mais il ne pouvait rendre ces pensées définitives, opérationnelles, transformer ses intentions en prises de position, en décisions, qu'après les avoir fait passer au banc d'essai d'une discussion avec ses collaborateurs les plus immédiats. Non pas un "gueuloir" au sens de Flaubert, où finalement le locuteur écoute le son de sa voix et ajuste son discours en fonction de ce qu'il perçoit, mais vraiment parce que Monnet était parfaitement conscient que ses collaborateurs pouvaient avoir sur tel ou tel point des vues techniques, politiques, différentes des siennes, qu'il pensait en faire son profit et aussi qu'il savait que, ses interlocuteurs n'étant souvent pas d'accord les uns avec les autres - ce qui était parfaitement normal pour des gens d'origine, d'opinion et de formation diverses -, ils pouvaient apporter dans une discussion des éléments qui, à première vue, n'étaient pas apparus à Jean Monnet et qui, inmanquablement, surgiraient dans une discussion publique, soit au niveau du gouvernement, soit au niveau des commissions parlementaires, soit dans la presse.

Mon travail était à la fois de gérer les affaires courantes du Cabinet, avec d'autres collaborateurs, d'assurer le courrier,

d'essayer de faire signer des lettres à Monnet: ce qui n'était pas toujours très facile, car plus une lettre était importante, plus il hésitait à la signer. Il hésitait, non pas qu'il fût indécis sur un projet ou une responsabilité à prendre, mais longtemps insatisfait des formes que cette décision - fût-ce une lettre - pouvait revêtir. De sorte qu'il pouvait revenir très souvent sur un même texte.

Je m'occupais donc de la vie courante d'un Cabinet, des contacts avec les différents services du commissariat au Plan - ce qui était facilité par leur petit nombre et par le fait que Monnet avait l'habitude de voir ses principaux chefs de service pratiquement tous les jours. Et bien sûr j'assistais à toutes ces réunions, y compris aux déjeuners de travail qui étaient chose quasi-quotidienne puisque Monnet avait accoutumée de réunir pour des déjeuners - d'ailleurs extrêmement sobres - une personnalité de passage, un journaliste etc. pour préparer le terrain, vérifier ses hypothèses et mieux fonder les orientations qu'il allait proposer ensuite de prendre.

Ce travail s'est poursuivi, avec des titres qui ont été modifiés - j'ai été à un moment commissaire général adjoint -, mais finalement les titres étaient des nécessités administratives qui ne changeaient pratiquement rien au type de rapports avec Jean Monnet.

Quand on avait la chance d'avoir reçu sa confiance, on était associé à toute la vie de la maison. Ce n'est qu'ultérieurement, quand le travail de Jean Monnet au commissariat au Plan a pris deux directions non pas opposées, mais qui impliquaient une certaine division du travail, que s'est opérée une distinction entre ceux de son équipe qui se consacraient aux affaires intérieures - c'est-à-dire au plan de modernisation -, ce que je faisais, et ceux qui étaient plutôt sur la préparation du plan Schumann, ce à quoi Van Helmont, Ripert se sont plus particulièrement consacrés.

Je suis resté sur les affaires françaises jusqu'au départ de Jean Monnet, et même après, puisque je suis resté au Plan au cours du deuxième trimestre 1952.

C'est le premier janvier 1953 que j'ai rejoint Monnet à Luxembourg, là encore invité, pour ne pas dire convoqué, dans des circonstances assez comparables aux deux épisodes précédemment cités.

Au mois de novembre 1952, alors que le commissaire au Plan,

Etienne Hirsch, m'avait envoyé à Nancy auprès des autorités régionales, ma femme et moi en avons profité pour faire un saut à Luxembourg et pour revoir l'équipe et, s'il était libre, Jean Monnet. En cette veille de Toussaint, Monnet me dit:

- Vous êtes bien à Paris avec Hirsch?

- Oui.

- Mais vous savez que j'ai besoin de vous ici!

- J'ai choisi d'être à Paris parce que Hirsch compte sur moi pour continuer les affaires du Plan. Plusieurs sont déjà partis avec vous à Luxembourg...

- Je vais téléphoner à Hirsch. J'ai besoin de vous. Vous ne pouvez pas rester à partir de demain? D'après-demain?

J'ai quand même eu quelques semaines de répit et, le 1 janvier 1953, j'ai continué, après une brève interruption, à travailler avec Monnet, dans d'autres circonstances, dans la Haute-Autorité, mais avec les mêmes méthodes de travail, la même confiance réciproque, les mêmes exigences dans le travail quotidien et le même enthousiasme.

A.M. La philosophie du plan est-elle sortie immédiatement de l'esprit de Jean Monnet ou bien cette notion de concertation s'est-elle progressivement développée?

J.R. L'un et l'autre. Monnet, je crois, avait été profondément imprégné par l'expérience américaine des efforts de guerre. Il nous parlait très souvent de cette expérience où des gens de différentes origines politiques, administratives, des représentants d'organisations patronales et ouvrières se rencontraient dans des commissions mixtes pour contribuer à préparer les programmes correspondant à l'effort de guerre américain. Monnet avait été très frappé par cette méthode de travail qui est finalement très américaine. Du moins, on le suppose. L'idée de base qu'il a dû avoir dès le début du Plan - moment que je n'ai pas vécu puisque, quand je suis arrivé, les commissions de modernisation étaient déjà en marche - impliquait que ces commissions réunissent des représentants des administrations compétentes, du patronat et des organisations syndicales.

Toute la conception des commissions de modernisation était fondée sur ce système de représentation tripartite, les gens du Plan ayant pour fonction de faire le rapport et d'assurer une certaine coordination entre les différentes commissions.

Je pense que cette idée, il l'avait en tête au moment où il a soumis son projet de commissariat au Plan au général De Gaulle. Et l'ayant en tête, il l'a mise immédiatement en application. Elle a fonctionné assez longtemps. En tout cas jusqu'à 1947 inclusivement avec la totalité des organisations ouvrières.

A.M. L'année 1947 n'a-t-elle pas constitué une rupture, avec l'éviction des communistes du gouvernement et la grève importante de la fin de l'année?

J.R. Cela a certainement eu un impact. Monnet a été très affecté par la tournure des choses, sans d'ailleurs qu'il se soit confié sur l'attribution des responsabilités entre ceux qui souhaitaient peut-être partir et ceux qui les faisaient partir. Finalement, Monnet pensait que les opinions des uns et des autres - qu'il respectait d'ailleurs - ne faisaient pas nécessairement obstacle à un certain cheminement en commun vers certains objectifs.

Même après que la CGT a cessé de participer aux réunions, Monnet a continué à avoir des contacts personnels avec certains représentants de la CGT et il n'a jamais cherché à pallier les effets d'une rupture qui finalement était acceptée de part et d'autre. Mais il n'a jamais renoncé non plus, là où les contacts étaient souhaités, à les maintenir.

A.M. Jean Monnet parlait-il parfois de "politique politicienne"?

J.R. Oui. Il avait personnellement une certaine distance par rapport à la "politique politicienne". Il ne se passionnait pas pour l'événementiel, le quotidien de la vie politique. Il ne s'y intéressait que si ces événements pouvaient avoir un impact sur la vie, sur l'activité du commissariat au Plan et sur la réalisation du Plan. Il était très lié avec une grande partie - pour ne pas dire la totalité - du personnel de la Quatrième République - personnel parmi lequel il avait bien sûr ses amitiés et ses inimitiés ou ses distances - , mais il n'a jamais été très intéressé par le jeu politicien.

Et dans les années qui ont précédé la fin de la Quatrième République, il m'a toujours paru persuadé que quelque chose allait se passer et que le système ne pouvait pas continuer à fonctionner longtemps tel qu'il fonctionnait, avec des crises diverses, avec des personnalités assez pâles, parfois assez falotes qui paraissaient plutôt flotter au fil des événements que les maîtriser.

Monnet a toujours été l'homme d'une idée à la fois et de la continuité de cette idée. C'est un homme qui n'a jamais été soumis à réélection. Il n'a donc jamais été porté à faire de compromis dans une perspective purement électoraliste. D'ailleurs, il savait bien que dans un système démocratique - auquel il était très attaché - ces jeux étaient nécessaires. Mais lui, personnellement, restait extérieur à cela et, lorsque ces jeux prenaient une certaine amplitude qui risquait de désagréger le système, il en était pleinement conscient. Au cours de quelque 14 juillet dont j'ai oublié l'année et auquel il avait été amené à participer - il n'aimait pas ce genre de manifestation ; celle-ci ou d'autres d'ailleurs - je l'ai entendu dire : "C'est peut-être l'un des derniers auquel nous participons". Non pas qu'il ait été inquiet sur le sort du pays, mais il l'était certainement sur le sort du régime.

.M. Vous avez évoqué les amitiés et inimitiés politiques de Jean Monnet. Etaient-elles personnelles ou idéologiques?

.R. Beaucoup plus personnelles qu'idéologiques. Ce pouvait être à un moment Pinay, Guy Mollet. Bien sûr, je passe sur les amitiés de longue durée comme avec Pleven, René Mayer, etc. avec lesquels il avait eu de très longues périodes de collaboration dans les pires moments de la guerre à Londres ou à Washington. Il est clair qu'il avait une estime pour des personnes aussi différentes que Mollet ou Pinay aussi bien que pour des personnalités dont l'histoire a peut-être retenu le nom, sinon la marque décisive, comme Laniel.

.M. Avait-il des rapports personnels avec certains dirigeants du P.C.F. ou de la C.G.T.?

.R. Il avait beaucoup de contacts avec Le Brun. Je ne pense pas qu'il le connaissait avant d'arriver au Plan. Il était assez attaché à une certaine franchise de Le Brun. Monnet je s'est jamais posé la question de savoir si Le Brun était communiste. Le Brun disait qu'il ne l'était pas. D'autres prétendaient qu'il l'était. Je dirais que pour Monnet, qu'un ministre soit communiste ~~soit communiste~~ ou non, là n'était pas le problème. Le problème était beaucoup plus de savoir s'il faisait son métier et s'il prenait part au développement de l'économie française. Je n'ai jamais vu Monnet faire à l'égard de quiconque une exception quant aux origines, au parti ou aux opinions qui étaient prêtées à tel ou tel.

Vous vouliez me demander quelles étaient les opinions politiques de Monnet? Je ne peux faire référence qu'à un souvenir sur ce point. Lorsque Léon Blum a composé son gouvernement socialiste homogène en 1946, le hasard des distributions de portefeuille a fait qu'un ministre d'Etat fut chargé du Plan, c'était Félix Gouin. Jusqu'ici il n'y avait qu'un commissariat rattaché à la Présidence du Conseil. Monnet était un peu inquiet de penser qu'un ministre allait être l'intermédiaire entre le commissaire et le Président du Conseil, mais puisque le gouvernement était ainsi constitué, la première préoccupation de Monnet, qui ne connaissait pas particulièrement Félix Gouin, a été de se soucier de lui donner un collaborateur sûr, entendez par là un collaborateur en qui Monnet puisse avoir la plus entière confiance. Et Monnet me demanda avec l'amicale brusquerie à laquelle je commençais à être habitué :

- Dites-moi Rabier, j'ai besoin que quelqu'un prenne la direction du cabinet de Gouin. Il va être ministre du Plan. Alors, je lui ai donné votre nom. Il est probable qu'il va accepter; pour de nombreuses raisons, constituez une équipe nouvelle...
- Mais, Monsieur, je n'ai pas la carte du Parti socialiste dans ma poche...
- Cela n'a aucune importance. D'ailleurs, tout le monde est plus ou moins socialiste!

Monnet n'avait évidemment pas la carte du parti, mais il m'a dit qu'il votait socialiste.

.M. Il était de tradition familiale radicale-socialiste?

.R. Je n'en sais pas assez pour vous répondre. Il y a probablement dans sa famille, à Cognac, comme dans beaucoup de familles de province - c'est la même chose dans la mienne dans l'Orléanais -, à la fois une tradition radicale, laïque et républicaine aussi ancienne que la Troisième République et, en même temps, une tradition catholique. Dans la famille de Monnet, suivant les générations, suivant les sexes, je crois qu'il y avait les deux traditions éminemment françaises qui composent le système de valeurs des familles françaises. Je le sentais dans sa famille.

A.M. Quels étaient les rapports de Monnet avec ses collaborateurs, au-delà des rapports de travail? En avait-il le temps? Franchissait-il le pas de l'amitié?

J.R.

Je comprends bien le sens de votre question. Là encore, il n'est pas facile d'y répondre car Monnet était un sensible peu expansif. Il n'y avait pas de communication fréquente et apparente entre la vie privée que chacun de nous avions, lui compris, et notre engagement professionnel avec lui. Mais lorsque l'occasion s'en présentait, lorsqu'un événement faisait apparaître quelque chose de la vie personnelle de l'un ou de l'autre, on sentait à ce moment-là, dans ces ruptures de continuité, que Monnet était finalement extrêmement sensible, extrêmement attentif à la personne d'autrui, même s'il n'éprouvait pas le besoin de l'exprimer dans la vie quotidienne. Qu'il s'agisse du mariage de l'un ou de l'autre. Par exemple, le mariage de P. Delouvrier qui dit un soir à Monnet, un vendredi avant la Toussaint, je crois : "Monsieur.....". Monnet, comme c'était souvent le cas avait dit : "Eh bien, nous verrons ça demain matin, samedi, nous serons tranquilles. On vient pour une heure". C'était généralement le vendredi de 6h à 8h qu'il disait cela. Et Delouvrier : " Demain, je ne peux pas venir, je me marie". "Ah, dit Monnet, c'est une très bonne nouvelle. J'espère qu'elle est jolie. Certainement, vous avez fait un bon choix. Donc, si vous ne pouvez pas venir demain, alors nous nous voyons lundi matin!". Delouvrier a tout de même négocié pour disposer de quelques jours. Ceci est du domaine de l'anecdote plaisante, mais j'ai pu voir en d'autres circonstances le même esprit. Ma fille est tombée malade gravement au cours de vacances en province. J'ai dû téléphoner que je ne pouvais pas rentrer pour de sérieuses raisons de santé de l'un de mes enfants. Monnet m'a immédiatement téléphoné en disant : "Si vous voulez, je vous envoie une voiture, un chauffeur?". Il aurait bouleversé n'importe quoi parce qu'il savait que ma femme et moi étions en difficulté avec un enfant malade. Donc, on le sentait rarement attentif à la vie privée des personnes mais, quand une occasion permettait de le sentir, on apercevait une profondeur de sensibilité qui généralement était dissimulée par la pression des choses, l'occupation de son temps, mais aussi par une certaine pudeur face à la personne d'autrui. Peut-être même de la timidité en face des personnes. C'était un homme qui était à la fois extrêmement présent dans la préparation des événements et extrêmement timide envers les gens. C'est ce qui explique qu'il lui était très difficile de s'exprimer en public. Il m'a dit, un jour de confidences, - c'était au moment de la négociation du Plan Schuman - : "Il y a trois choses que je regrette dans ma vie".

Et comme toujours la plaisanterie était très révélatrice.

- Que regrettez-vous, Monsieur?

- Je regrette de ne pas savoir parler en public. J'aurais voulu être boxeur. J'aurais voulu parler l'allemand.

Les trois choses n'étaient pas du tout sur le même plan, mais elles étaient peut-être révélatrices de ce petit homme, dont pourtant la résistance physique était très grande, mais qui probablement dans sa prime jeunesse n'avait jamais pu s'affirmer par les poings. Cet homme qui parlait admirablement l'anglais - peut-être au début mieux que le français quand il est revenu des Etats-Unis - mais pas l'allemand, ce qui a pu être une gêne pour lui lors de la négociation du Plan Schuman et qui surtout se sentait mal à l'aise dès que le cercle dépassait le cadre d'une conversation intime, dès qu'il fallait s'exprimer devant une assemblée. Il savait bien sûr être convaincant, mais toujours avec l'aide de son support écrit dont il s'évadait d'ailleurs avec une éloquence contenue et dont il se méfiait peut-être parce qu'il ne se sentait en sécurité que lorsqu'il avait un texte dans lequel la précision de sa pensée et les multiples contacts qu'il avait eus avec ses collaborateurs étaient vraiment enregistrés.

A propos de ce regret de n'avoir pas été boxeur, il a probablement eu au cours de sa jeunesse un certain complexe de santé relativement fragile. Santé et complexes qu'il a d'ailleurs dominés par une énergie très grande, non pas par une vie d'exercices sportifs - je ne lui connais aucune pratique sportive, si ce n'est la marche quotidienne dans les bois. Je n'ai jamais vu Monnet que résidant à distance boisée de son lieu de travail. A Strasbourg, il ne pouvait loger à l'hôtel. Il fallait qu'il soit à quelques kilomètres pour pouvoir se promener le matin.

A.M. Avez-vous été associé à la naissance de la déclaration Schuman? Jean Monnet vous en avait-il parlé avant?

F.R. Monnet était arrivé vers 1948-1949 à la conviction que le champ hexagonal était trop limité pour un développement de l'économie française dont le Plan qui porte son nom avait jeté les bases et, en même temps, car les considérations politiques étaient au moins aussi importantes que les considérations économiques, Monnet était préoccupé par l'avenir de l'Allemagne renaissante dans l'Europe, de

par l'attitude des Américains à l'égard de cette Allemagne et par le rôle que pouvait jouer, à la fois sur le plan économique et sur le plan politique, une reconstitution de la Ruhr et du cartel de l'acier d'avant-guerre.

Voilà en gros quelques-unes des préoccupations sous-jacentes et même, parfois, tout à fait évoquées dans les entretiens que nous pouvions avoir avec Monnet.

L'une des premières manifestations de cette orientation d'esprit a été un épisode sur lequel vous recueillerez probablement la documentation et les témoignages et dont je connais l'existence bien que je ne l'aie pas suivi personnellement: ce sont les entretiens de Monnet avec lord Plowden en 1949.

A l'époque, l'idée de Monnet était que la France et le Royaume-Uni pouvaient, devraient jeter les bases d'un effort conjoint de développement de leur économie et de mise en communication de leurs marchés. Comme vous le savez, Plowden avait mené ces entretiens, autorisé par Sir Stafford Cripps, auquel il a certainement rendu compte. Mais les choses sont restées en l'état.

Van Helmont pourrait vous procurer le protocole de ces entretiens.

C'est lorsque Jean Monnet a vu que cette direction franco-anglaise ne pouvait pas être suivie - du fait des Britanniques, mais il n'est pas exclu que si les Britanniques avaient été d'accord le gouvernement français n'eût pas fait de réserves - qu'il a alors élaboré progressivement cette idée d'intégration des économies et des politiques de développement françaises et allemandes dans un ensemble ouvert aux autres pays d'Europe.

Il n'était pas question de rester limités à un tête-à-tête franco-allemand, encore que la base de cette opération ait été la France et l'Allemagne, mais que pouvaient s'y joindre les pays qui le souhaitaient - y compris les Britanniques, - comme le dira plus tard la déclaration du 9 mai.

La division du travail dont je vous parlais tout à l'heure a fait que je n'ai pas suivi personnellement la préparation de la déclaration du 9 mai puis du plan Schumann.

Cette déclaration a été une élaboration progressive, dans son texte, sa conception, autour d'une conviction qui a été celle de Monnet dès fin 1948, début 1949.

Sur les points que je vous indiquais, les limites du plan Monnet semblaient atteintes; le sort de l'Allemagne dans le système européen devait être revu et entraîner des solutions nouvelles, l'Angleterre semblait vouloir rester une île et, sur le plan économique, la récession qui commençait laissait entrevoir la reconstitution d'un cartel de l'acier. Voilà l'ensemble de données qui a amené Monnet à élaborer ce qui allait devenir le plan Schuman. Et si c'est devenu le plan Schuman, c'est que le seul homme politique en charge qui a compris l'importance et l'intérêt de ce projet a été Robert Schuman.

A.M. N'en avez-vous pas entendu parler directement?

J.R. Bien sûr, on en parlait beaucoup entre collègues. Je savais qu'ils travaillaient là-dessus. Mais dans la mesure où une partie des collègues était absorbée, de jour et même de nuit, par la préparation de cette opération, ceux qui, comme moi, Vergeat, etc. étaient sur les affaires proprement françaises avaient suffisamment d'occupations pour respecter les règles élémentaires de division du travail.

Nous étions au courant. Quand Monnet m'a dit un jour:

- J'aurai besoin d'un juriste pour discuter de ces institutions.

Je lui ai répondu:

- Je connais Paul Reuter. Je l'ai lu et je l'ai rencontré. C'est quelqu'un en qui j'ai la plus grande confiance et c'est, de plus, un excellent juriste.

- Pourquoi ne le faites vous pas venir?

Nous avons cherché Reuter à Aix-en-Provence. Je ne sais plus si nous l'avons fait lever une nuit ou si nous l'avons "débusqué" un dimanche. Ce dont je me souviens, c'est que je lui ai demandé de venir, de la part de Monnet, par le prochain train.

Nous formions donc deux équipes qui communiquaient parfois, mais, professionnellement, je n'étais pas impliqué dans l'équipe qui vous intéresse. C'est d'ailleurs pourquoi j'ai pris par la suite l'option de rester à Paris pour m'occuper des affaires du Plan, alors que d'autres accompagnaient Monnet pour lancer la CECA.

A.M. Les relations privilégiées de Jean Monnet avec certaines personnalités américaines ont-elles joué un rôle dans ses décisions?

J.R. Monnet avait beaucoup d'amis aux Etats-Unis. Il y avait travaillé longtemps, en plusieurs circonstances, dans le privé dans sa prime jeunesse, puis, après Genève, dans les affaires financières. Enfin,

en son âge mûr, il a été associé à l'effort de guerre américain. Il connaissait principalement - mais pas exclusivement - le personnel politique démocrate. Son "réseau mondial" comportait de nombreux amis américains; il avait d'ailleurs des sources d'information sur ce qui se passait aux Etats-Unis et sur ce que les Américains pensaient des grands problèmes mondiaux. Mais en même temps, il était extrêmement soucieux que l'Europe se fasse à la fois dans l'amitié et dans l'autonomie à l'égard des Américains. Je dirais qu'il était suffisamment proche d'eux pour ne pas avoir de préoccupations de serviteur à maître. C'étaient des amis auxquels il parlait, et lui, Français, parlant à des Américains, parlait d'égal à égal. Lui, commissaire au Plan, parlait d'égal à égal avec une personnalité dirigeante de telle ou telle administration américaine.

En tout cas, il était persuadé qu'une puissance de la taille des Etats-Unis ne peut pas ne pas déplacer beaucoup de volume dans l'océan des affaires mondiales et il était extrêmement préoccupé que la France, puis l'Europe - car il avait pris conscience que la France ne faisait pas le poids à elle toute seule - soient de taille à prendre leurs propres directions et à assurer finalement leur propre destin.

Encore une fois, dans l'amitié, mais sans inféodation.

Dans un de ses discours de Strasbourg, il a dit des choses qu'il faudrait retrouver; "...vis-à-vis des Anglais, il faut réussir, vis-à-vis des Russes, il faut savoir ce que l'on veut...et vis-à-vis des Américains, il faut affirmer ce qu'on est, ce qu'on veut, les prendre au sérieux, être conscients de leur puissance, mais dire quand on est d'accord ou non!"

On a souvent présenté Monnet comme l'homme des Américains; dans le sens où ceux qui l'affirment le disent, c'est à mon avis inexact. Monnet était un ami des Américains: c'est différent d'être l'homme des Américains. Il était aussi l'ami d'un certain nombre de dirigeants de la CGT de l'époque. Personne n'a pensé que c'était l'homme de la CGT.

A.M        Comment ressentait-il la constitution de deux blocs en Europe?

J.R.        Il y a deux questions sur lesquelles Monnet était assez discret, curieusement. En tout cas, en 1946-1947. Les problèmes est-ouest et les problèmes nord-sud. Les problèmes est-ouest parce qu'au cours de l'année 1946 et au début de 1947 il était encore dans la foulée de la victoire alliée et qu'à ce moment les rapports est-ouest se posaient en termes différents. Bien sûr, il était très affecté par

les événements d'Europe centrale, mais il avait tellement à faire pour la conception et la mise en route du Plan, puis pour maintenir la pression auprès des gouvernements afin que le plan ne soit pas abandonné ou perverti - ce qui est toujours un risque quand un gouvernement a pris une initiative audacieuse, car il y a toujours des intérêts qui s'y opposent -. Et puis il y a la pesanteur qui finit par avoir raison des meilleures grâces.

En ce qui concerne le problème nord-sud, c'était certainement une lacune, sinon dans sa pensée, du moins dans ce qu'il en laissait entrevoir; il n'a jamais vu clairement la relation qui pouvait exister entre ce que nous appellerions maintenant le développement des uns et le sous-développement des autres.

Si l'Afrique apparaît dans la déclaration Schuman, c'est parce que René Mayer a fait ajouter ces mots au Conseil des Ministres.

A.M.       Donc le problème colonial lui était étranger...

J.R.       Oui, positivement comme négativement.

A.M.       N'a-t-il jamais parlé de la décolonisation, éventuellement informé par l'état d'esprit des Américains à ce sujet? Par les tensions franco-américaines pendant la guerre?

J.R.       Cela ne l'a jamais beaucoup préoccupé. Nous avons une commission de modernisation de l'Outre-Mer, comme nous disions alors. Il faudrait interroger Maurice Guernier qui en était le rapporteur et qui est maintenant au Club de Rome. Egalement Fangeat - dont j'ai perdu la trace - qui a succédé à Guernier quand ce dernier est parti au Sénégal diriger une entreprise publique ou semi-publique de développement de la culture d'arachide.

Autant que je me souviens, nous avons une commission d'Outre-Mer parce que nous ne pouvions pas ne pas en avoir et que la France se devait de rationaliser la contribution qu'elle apportait à ces pays ou territoires.

Les affaires est-ouest ont pris une coloration toute nouvelle lorsque le projet de la CED a été mis sur pied et lorsqu'a éclaté l'affaire de Corée. A ce moment, elles ont fait une irruption violente dans l'horizon politique de l'Europe.

A.M.       Vous souvenez-vous que Jean Monnet ait réagi en février 1948 aux événements qui se sont déroulés en Tchécoslovaquie? Edouard Bénès avait été à la SDN...

J.R. Je n'ai pas de souvenir précis sur ses réactions. Il suivait la presse quotidienne avec beaucoup de passion et d'inquiétude, mais je ne peux pas me référer à un propos précis qui pourrait illustrer sa pensée sur ce point. Je sais qu'il avait été très lié avec Bénès. Au fond, Monnet n'a jamais compris ce qu'il pouvait y avoir derrière l'Empire ou les Empires orientaux. C'était tellement étranger à son système de pensée qu'il est très difficile de savoir quel était son sentiment profond. Dans quelles mesure était-il surpris ou non? Affecté, certainement.

A.M. Et la Russie?

J.R. C'était un monde qu'il connaissait mal bien qu'il ait séjourné en Pologne et en Russie, où il s'était marié. Cet homme qui aimait tant mettre de la clarté dans ses affaires, quoiqu'en aient pensé certains, cet homme qui n'était pas mystérieux, du moins pour ceux qui le connaissaient, cet homme qui avait pris l'habitude, aux Etats-Unis, d'expliquer les affaires à la presse, non seulement au moment où il souhaitait qu'elles fussent rendues publiques, mais même avant, pour préparer la façon dont les choses seraient rendues publiques, lui qui aimait associer des journalistes, de tendances d'ailleurs différentes - dès qu'un journaliste avait de l'influence, du talent, Monnet souhaitait le rencontrer: Beuve-Méry, Claude Bourdet avec lequel il avait de nombreux échanges à l'époque, Duverger, Gascuel...-, en face du phénomène soviétique, il ne comprenait pas. Et comme il n'avait pas la charge directe de ces affaires, il ne cherchait pas tellement à comprendre dans le détail. C'était un sujet de préoccupation - parce que rien de ce qui se passait dans le monde politique de l'époque ne pouvait lui être étranger -, mais comme il avait une idée à la fois, qu'il se donnait une tâche à la fois, à poursuivre avec opiniâtreté, il écartait sinon de son champ de réflexion et de perception - sur lequel je ne peux pas me prononcer - du moins des discussions courantes avec ses collaborateurs - tout ce qui était précisément en dehors de l'axe - qui était plutôt une zone qu'une ligne - de ses pensées et de ses occupations du moment.

Supposez que telle ou telle circonstance ait obligé Monnet à s'occuper activement des problèmes de l'Est, il aurait pris les meilleurs experts, de préférence des gens dont on pouvait supposer qu'ils n'étaient pas d'accord entre eux, et il aurait travaillé avec eux jusqu'à ce qu'il ait une vision claire, ou qu'il ait jugé claire, du problème. C'est-à-dire jusqu'à ce qu'on ait trouvé une

solution qui puisse à son tour créer un cheminement.

Mais il ne bavardait pas avec ses collaborateurs et il ne se livrait pas facilement sur les sujets qui n'étaient pas liés directement à ses tâches, à ses responsabilités. C'était le contraire d'un bavard et d'un mondain.

Monnet avait horreur d'aller dans les réceptions, les galas. C'était nécessaire parce que, lorsqu'on est commissaire au Plan, il y a un minimum de représentation. Il y allait vraiment par devoir. Il n'aimait pas perdre son temps en futilités du spectacle. Ce n'était pas un homme du spectacle politique.

On a dit qu'il <sup>était</sup> un homme des "coulisses". Oui, dans la mesure où le metteur en scène est aussi un homme de coulisses.

A.M. Ces rapports avec les journalistes me semblent très importants. Avait-il des rapports directs ou bien étiez-vous aussi chargé de ces contacts comme chef de cabinet?

J.R. Il tenait à avoir des contacts personnels et il s'assurait que ceux qui étaient chargés de les maintenir, comme François Fontaine ou moi, nous les maintenions en étroit contact avec lui. Il y avait les démarches courantes, les coups de téléphone, les échanges d'information avec tel ou tel que nous avions. Mais Monnet aimait voir en particulier un journaliste, pas seulement dans le but pratique d'en faire un confident, de préparer le meilleur accueil d'une information - cela entraînait bien sûr dans ses préoccupations -, mais parce qu'il pensait que le journaliste n'était pas uniquement un destinataire d'information, mais un interlocuteur. Quelqu'un qui pouvait lui dire à l'avance: "Dans telle affaire, le public ne comprendra pas. Il faudrait l'expliquer différemment. Pourquoi présentez-vous ceci de cette façon"?

C'était donc un banc d'essai et une préparation de l'accueil. Il s'efforçait de parler de l'affaire à un ou deux journalistes, à un moment où elle était suffisamment mûre pour qu'il y ait quelque chose de structuré à mettre sur la table, mais pas définitivement liée pour que le journaliste puisse donner le point de vue de quelqu'un dont le métier est de communiquer avec le public. C'est un peu de la même façon, d'ailleurs, qu'il travaillait avec les parlementaires, pris individuellement, pour avoir leur sentiment, leur réaction. Il écoutait toujours beaucoup les gens dont il savait qu'ils avaient un contact avec le public, les électeurs ou les lecteurs.

Au fond, cet homme que l'on disait de cabinet était extrêmement préoccupé de la communication avec les citoyens.

A.M. Sur cette période et sur les méthodes de Jean Monnet, j'imagine que des entretiens menés avec les épouses des collaborateurs de Monnet seraient révélateurs...

J.R. C'était un "tyran séducteur" pour nos épouses. Lorsqu'à une occasion, une exposition de tableaux de Mme Monnet, il faisait connaissance avec nos épouses, il avait toujours un mot très gentil pour elles. Je ne dirais pas qu'il s'excusait, mais il faisait comprendre que c'était pour notre bien commun qu'il absorbait l'énergie de leurs conjoints. De sorte que cette image est celle qu'elles ont pu conserver. En ce qui me concerne, mon épouse était consciente de l'importance de l'oeuvre entreprise et elle supportait, volens nolens, avec compréhension, je crois.

Des gens comme Monnet, on en rencontre peu dans une vie d'homme. On rencontre des maîtres intellectuels, on voit passer des étoiles à des firmaments divers. On rencontre des gens qui peuvent vous subjuguier par leurs performances intellectuelles ou leur éloquence, mais quelqu'un dont on a le sentiment, jeune homme et jeune fonctionnaire, qu'il est attaché à une grande oeuvre, qu'il vous y associe pleinement, qu'il vous fait la plus extrême confiance, qui vous demande toujours un peu plus que vous croyez pouvoir lui donner et qui vous apprend tellement de choses sur les hommes, les institutions, les méthodes de travail, qui vous apprend qu'il ne suffit pas de donner un ordre ou une instruction, mais qu'il faut savoir si cela a été compris, fait; pour un jeune universitaire, c'était une très grande leçon de réalisme, de simplicité, même dans le style, dans l'exposé des idées. Quand on sort de l'Université, on a un peu tendance à être prisonnier d'un style "Sciences Po"- je parle de l'Ecole libre -, on se fait un peu plaisir en écrivant. Monnet était beaucoup plus soucieux que l'on soit compris et qu'il soit compris par votre intermédiaire plutôt que votre phrase soit commentée dans les gazettes de la Rive gauche. J'ai beaucoup écrit à sa demande et j'ai compris beaucoup de choses quand il me disait le matin:

- Ce que vous avez écrit hier, je l'ai lu à Sylvia et à mon chauffeur en rentrant. Sylvia m'a dit: "Ca ne tient pas ton affaire!" Et le chauffeur: "Moi, je n'y comprends rien!" Mon petit Rabier, si mon chauffeur n'y comprend rien, il y a probablement des parlementaires qui ne comprendront pas. Il faut revoir ça!"

C'était même un peu caricatural. A l'époque, je le jugeais tel. Je me souviens que dans un des premiers rapports que j'ai fait pour le Plan, parlant du développement de la production d'électricité

qui devait augmenter annuellement de 7%, c'est-à-dire doubler en dix ans, j'avais présenté une échelle logarithmique dont j'étais très fier. Monnet m'a dit:

- Qu'avez-vous mis là?

- C'est une échelle logarithmique pour ne pas sortir de la page...

- Moi, je ne comprends rien à cette affaire là. Et quand je ne comprend pas, je crois qu'on veut me tromper. Il y a certainement des parlementaires qui penseront comme moi.

C'est une anecdote. Mais il y a une certaine pédanterie, volontaire ou involontaire, dans l'exposé que j'ai appris à mettre très vite au magasin des accessoires. Je crois que c'est Mendès France qui disait à ses collaborateurs:

- Dans vos notes, soignez les substantifs et les verbes. Les adverbes et les épithètes, je m'en chargerai moi-même.

Monnet aurait été d'accord.

A.M. La concision des notes est en effet impressionnante. Mais elle n'est pas de lui...

J.R. Monnet ne rédigeait pas. Il gribouillait beaucoup, il notait beaucoup de pensées, mais il ne rédigeait pas parce que, peut-être, sa pensée était trop rapide ou parce que la timidité dans l'expression de sa pensée était trop grande pour qu'il veuille lui-même en donner les formes définitives avant d'en discuter avec ses collègues.

La méthode de Monnet consistait à apporter ses idées, plus ou moins maladroitement inscrites le matin sur des petits papiers roses, à en discuter très longuement et à demander à plusieurs d'entre nous de rédiger quelque chose, en nous mettant généralement en parallèle, sans d'ailleurs nous le cacher - et parfois nous nous montrions nos "copies". Mais Monnet aimait bien avoir plusieurs notes, plusieurs approches. Il prenait chez l'un et chez l'autre. Il faisait refaire à chacun son texte; jusqu'à 22 fois pour son discours devant l'Assemblée commune de la CECA. Il s'est arrêté, pris par le temps, à une version ni meilleure, ni plus mauvaise qu'une des précédentes, Cela était dû à son souci d'être compris en disant de la façon la plus simple possible des choses même compliquées qui ne pouvaient avoir un impact sur les parlementaires, sur le public, que si elles étaient expliquées dans les termes de la vie quotidienne.

A.M. Vous souvenez-vous d'anecdotes significatives sur cette période?

J.R. Une me revient à l'esprit. Je n'ai jamais su s'il s'agissait chez Monnet d'une méconnaissance de l'histoire ou d'un humour raffiné,

ou d'un lapsus. Nous sortions de la commission des Finances du Sénat où Monnet avait été accroché assez durement par le rapporteur général de l'époque sur le déficit des Chemins de Fer. Monnet avait eu cette répartie en séance:

- Mais, Monsieur le Président, Messieurs, les chemins de fer sont en déficit depuis Philippe le Bel!

Rires dans l'assistance et Monnet me demanda en sortant:

- Pourquoi ont-ils ri quand j'ai parlé du déficit des Chemins de Fer? Peut-être était-ce un humour très subtil, mais je n'en suis pas encore très sûr!

Les lectures de Monnet. Monnet s'était constitué une petite bibliothèque au Plan et ses lectures étaient très curieuses. Il avait été passionné par un livre d'aventures: La traversée du Kon-Tiki de Thot Heyerdall. Il avait été extrêmement séduit. Je ne sais pas s'il faut voir là une expression symbolique du lancement du Plan et de l'Europe: cette idée d'une petite équipe qui s'efforce d'utiliser tous les vents, même contraires, pour arriver à sa destination. Il fallait lire ce livre pour en discuter avec lui.

A.M. Ce n'était pas un grand lecteur...

J.R. Il lisait les journaux. En tout cas, il ne se dispersait pas. Il lisait ce qui se rapportait à ses tâches quotidiennes et il se reposait en lisant des policiers. C'était un esprit curieux.

Lorsqu'on lui parlait de quelque chose, il était capable de s'y intéresser très vite. Mais, rapidement, il revenait à son objet principal. Il évitait les dérives. Il était prêt à utiliser tous les vents.

Une autre anecdote qui a le mérite d'éclairer la confiance qu'il faisait à ses collaborateurs et son peu d'attrait pour les manifestations où sa personne aurait pu être mise en avant. Dans les années 1948-1949 fut inauguré le bac qui allait du continent à l'île d'Oléron et Monnet, à la fois comme enfant du pays et comme commissaire au Plan, avait donné son acceptation de principe au sénateur du département. Et puis, comme je commençais à le prévoir, le vendredi, veille de l'inauguration, il envoie un télégramme: "Impossible de venir, suis retenu...vous envoie mon chef de Cabinet". Et Rabier est envoyé inaugurer ce bac sous des banderoles "Jean Monnet, enfant du pays" et des remarques du genre: "Ce qu'il est jeune le commissaire au Plan". Une autre personnalité politique, même élue, aurait sauté sur l'occasion pour se mettre en valeur. Cela n'intéressait pas

Monnet. Il a répété dans ses Mémoires ce qu'il disait souvent: "Il faut choisir entre paraître et être".

C'était très profond chez lui. Il a essayé d'être et de faire. Il n'a jamais cherché à paraître ni même à apparaître.

Il faudrait que vous interrogiez Madame Monnet et la soeur de Jean Monnet, Marie-Louise. C'est un personnage que ma femme et moi connaissions très bien; elle a de grands traits de ressemblance avec son frère, mais dans une tout autre zone d'activité. Elle est entrée depuis vingt ou trente ans dans l'action catholique avec le même type de tempérament, la même opiniâtreté, le même souci de confiance entre les personnes. Tous deux étaient extrêmement liés, ils se voyaient beaucoup et le témoignage de la soeur sur le frère me paraît très important.

Dans le fond, Monnet était un personnage dont on ne peut pas parler sans une certaine passion.

A.M. Vous avez tout à l'heure évoqué la double tradition radicale et catholique des provinces françaises. Jean Monnet avait-il des convictions religieuses? Avait-il en lui une dimension différente de celle qu'on est habitué à voir en lui?

J.R. C'est une très belle question et c'est peut-être la plus difficile, car la pudeur dont nous parlions et la sensibilité étaient particulièrement perceptibles sur ces problèmes.

Ce que je sais, c'est qu'il avait un très grand respect pour les convictions des autres, y compris les convictions religieuses. J'ai rarement eu l'occasion de parler de ces problèmes avec lui. Mais j'ai su ultérieurement des choses sur la dernière partie de sa vie et sur les conversations qu'il a pu avoir avec sa soeur. Je crois que c'est à elle d'en parler, et à elle seule.

La mère de Monnet était profondément catholique, comme Marie-Louise, de sorte que s'il ne manifestait pas de sentiment ou de pratique religieuse lors de la période active dont nous parlons, il est impossible à l'observateur extérieur, même proche, de dire quelles étaient alors ses convictions personnelles profondes. Là encore, la pudeur qui le caractérisait empêche d'apporter un témoignage. La seule chose certaine, c'est que dans les dernières années de sa vie, il manifestait une foi religieuse explicite.

A.M. Jean Fourastié m'a dit qu'il voyait en Monnet un "saint laïc"...

J.R. Pourquoi pas? Je ne suis pas "Fourastié le père" pour pouvoir décerner les brevets canoniques. Je sais seulement que Monnet était très droit dans sa vie quotidienne, loyal, désintéressé dans tous les sens.

A.M. Eprouvait-il de la rancune?

J.R. Je n'ai jamais eu l'occasion de le vérifier. Je ne lui connaissais pas d'ennemi. Je n'ai jamais connu quelqu'un dont j'aurais pu dire: celui-là, Monnet le déteste. Peut-être avait-il une pudeur à détester! Les gens dont on aurait pu dire qu'il avait une raison de les détester, il les oubliait. On n'en parlait plus.

A.M. Vous a-t-il parlé du général de Gaulle?

J.R. Non. Je ne le voyais plus qu'occasionnellement après 1958, une fois par an au bureau de Paris...Mais ses Mémoires sont suffisamment explicites. Il y avait à la fois une très grande estime de Monnet pour le général de Gaulle - je crois qu'elle était réciproque -, mais il était difficile de concevoir deux personnalités aussi différentes.

Il y avait chez Monnet une certaine sérénité stimulante qu'on ressentait en sortant d'un entretien avec lui.

Une chose à laquelle Monnet était complètement imperméable, c'étaient les ragots de la ville. Monnet n'était pas quelqu'un à qui vous pouviez dire: "J'ai vu dans le Canard enchaîné" ou "on dit ceci d'un tel" ...Il coupait court: "Ca ne m'intéresse pas". Même si c'était une information. Le ragot - qui est en définitive le déchet de la scène quotidienne - ne l'intéressait pas.

A.M. Pourriez-vous me parler de l'attitude de Jean Monnet vis-à-vis de la CED?

J.R. L'échec de la CED a certainement été ressenti par Jean Monnet comme un échec personnel. Il en a été très affecté. J'étais avec lui le 30 août 1954 dans son appartement de Paris avec quelques personnalités engagées dans ce combat, y compris Hervé Alphand. Il a été affecté non pas parce que c'était une initiative personnelle, mais le rejet de la CED était un danger pour l'Europe et donc pour la France. Pour lui, la recreation d'une armée allemande non intégrée à un ensemble militaire et politique lui paraissait être une menace pour l'équilibre des forces en Europe. A la fois vis-à-vis de l'Est et des Etats-Unis. Car pour lui - qui n'a jamais été neutraliste - le rôle d'une CED,

dans ses aspects techniques, militaires, économiques, industriels et politiques, était le passage forcé pour rendre à l'Europe une autonomie et une dignité entre le bloc de l'Est, considéré comme menaçant, et les Etats-Unis d'Amérique, considérés comme volume important, donc encombrant, dans les affaires mondiales.

Nous rejoignons ce que nous disions des rapports d'alliance et de dialogue entre l'Europe et les Etats-Unis, mais en toute dignité.